

A

Informations générales

Veillez fournir les coordonnées pour les éventuelles questions complémentaires. Les coordonnées seront traitées de manière confidentielle.

Pays

Organisme gouvernemental

Département

Nom du contact

Poste

Numéro de téléphone

Email

C3

Statistiques de cas

Gel / saisie d'avoirs (mesures provisoires), 2010–2019

Dans cette section, veuillez fournir des détails sur les efforts de recouvrement international des avoirs impliquant votre juridiction dans lesquels des produits de la corruption **ont été gelés ou saisis à l'aide de mesures provisoires dans votre juridiction—ou à la demande de votre juridiction—**entre le 1er janvier 2010 et le 31 décembre 2019.

Les cas dans lesquels des avoirs ont été restitués à une autre juridiction sont traités dans la [section C1 ci-dessus](#). Les cas dans lesquels des avoirs ont été confisqués sont traités à la [section C2 ci-dessus](#).

Ne signaler qu'un cas par table. En dessous, une place est prévue pour 5 cas. Pour inclure plus de 5 cas dans cette sous-section, veuillez télécharger à nouveau ce questionnaire et ne remplir que la section A et tous les autres cas de la section C.

Pour plus de détails sur les critères applicables aux cas de recouvrement international d'avoirs inclus dans cette étude, veuillez vous reporter aux notes explicatives [pg. 4](#).

Titre du cas¹**Juridiction étrangère impliquée²**

Rôle de votre juridiction dans cette affaire <i>(Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)</i>	Pays d'origine	Pays de localisation de l'avoir	Pays de transit
	Pays ayant engagé une action en justice pour recouvrer le produit de la corruption		
	Un rôle différent :		

Montant de l'avoir et devise (au moment du gel / de la saisie)	Montant de l'avoir	Monnaie
---	--------------------	---------

Type d'avoir au moment du gel / de la saisie <i>(Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)</i>	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier
	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau
	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux
	Autre :		

Date de l'ordre d'avoir gelé/saisi⁷ ?	Date (mois / année ou période) Juridiction
---	---

Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs, le cas échéant ?	Date (mois / année ou période) Juridiction
--	---


Statut actuel du gel / saisie ?	Les biens sont encore gelés / saisis	Le gel / saisie des avoirs est en appel
	Le gel / la saisie a été libéré	Inconnu

Si le gel / la saisie est sortie :

Date de sortie
Raison de la libération

Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère) Par une action de la CRF pour suspendre les transactions suspectes ⁸ Par une action indépendante d'une institution financière ⁹ Différemment :
---	--

Quelle était la base légale du gel / saisie des avoirs, le cas échéant ? (Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation Confiscation sans condamnation (BCN) Actions civiles privées (y compris procédure d’insolvabilité) Exécution d’une ordonnance de confiscation pénale étrangère Exécution de la décision de confiscation d’une BCN étrangère Autre :	Confiscation administrative Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère Règlement N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)		
Quelle était la base juridique de la coopération internationale ? (Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)	CNUCC Réciprocité Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :	Traité bilatéral d’entraide judiciaire N / A		
Quels réseaux ou partenariats de récupération d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cet effort de récupération d’avoirs ? (Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)	ARIN-AP ARIN-CARIB ARIN-EA ARINSA ARIN-WA ARIN-WCA Autre :	CARIN Groupe Egmont RRAG IACCC	ARO de l’UE Réseau de points focaux mondiaux INTERPOL / StAR	Assistant technique StAR Assistant technique ICAR
Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs? (Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)	Oui, dans le pays d’origine Non	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs Je ne sais pas	Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite? Pays d’origine: En cours Conclu Je ne sais pas Pays de localisation d’avoirs: En cours Conclu Je ne sais pas Résultat:	

 Veuillez ajouter un autre cas sur la page suivante ou [passez à la section D](#)

Titre du cas¹Juridiction étrangère impliquée²

Rôle de votre juridiction dans cette affaire <i>(Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)</i>	Pays d'origine	Pays de localisation de l'avoir	Pays de transit
	Pays ayant engagé une action en justice pour recouvrer le produit de la corruption		
	Un rôle différent :		

Montant de l'avoir et devise (au moment du gel / de la saisie)	Montant de l'avoir	Monnaie
---	--------------------	---------

Type d'avoir au moment du gel / de la saisie <i>(Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)</i>	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier
	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau
	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux
	Autre :		

Date de l'ordre d'avoir gelé/saisi ?	Date (mois / année ou période)
	Juridiction

Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs, le cas échéant ?	Date (mois / année ou période)
	Juridiction

Statut actuel du gel / saisie ?	Les biens sont encore gelés / saisis	Le gel / saisie des avoirs est en appel
	Le gel / la saisie a été libéré	Inconnu

Si le gel / la saisie est sortie :

Date de sortie
Raison de la libération

Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine
	Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers
	Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère)
	Par une action de la CRF pour suspendre les transactions suspectes ⁸
	Par une action indépendante d'une institution financière ⁹
Différemment :	

Quelle était la base légale du gel / saisie des avoirs, le cas échéant ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation Confiscation sans condamnation (BCN) Actions civiles privées (y compris procédure d’insolvabilité) Exécution d’une ordonnance de confiscation pénale étrangère Exécution de la décision de confiscation d’une BCN étrangère Autre :	Confiscation administrative Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère Règlement N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)		
Quelle était la base juridique de la coopération internationale ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	CNUCC Réciprocité Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :	Traité bilatéral d’entraide judiciaire N / A		
Quels réseaux ou partenariats de récupération d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cet effort de récupération d’avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	ARIN-AP ARIN-CARIB ARIN-EA ARINSA ARIN-WA ARIN-WCA Autre :	CARIN Groupe Egmont RRAG IACCC	ARO de l’UE Réseau de points focaux mondiaux INTERPOL / StAR	Assistant technique StAR Assistant technique ICAR
Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Oui, dans le pays d’origine Non	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs Je ne sais pas		
Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite?				
Pays d’origine:	En cours	Conclu	Je ne sais pas	
Pays de localisation d’avoirs:	En cours	Conclu	Je ne sais pas	
Résultat:				

➔ Veuillez ajouter un autre cas sur la page suivante ou [passez à la section D](#)

Titre du cas¹

Juridiction étrangère impliquée²

Rôle de votre juridiction dans cette affaire <i>(Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)</i>	Pays d'origine	Pays de localisation de l'avoir	Pays de transit
	Pays ayant engagé une action en justice pour recouvrer le produit de la corruption		
	Un rôle différent :		

Montant de l'avoir et devise (au moment du gel / de la saisie)	Montant de l'avoir	Monnaie
---	--------------------	---------

Type d'avoir au moment du gel / de la saisie <i>(Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)</i>	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier
	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau
	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux
	Autre :		

Date de l'ordre d'avoir gelé/saisi⁷ ?	Date (mois / année ou période)
	Juridiction

Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs, le cas échéant ?	Date (mois / année ou période)
	Juridiction

Statut actuel du gel / saisie ?	Les biens sont encore gelés / saisis	Le gel / saisie des avoirs est en appel
	Le gel / la saisie a été libéré	Inconnu

Si le gel / la saisie est sortie :

Date de sortie
Raison de la libération

Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine
	Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers
	Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère)
	Par une action de la CRF pour suspendre les transactions suspectes ⁸
	Par une action indépendante d'une institution financière ⁹
	Différemment :

Quelle était la base légale du gel / saisie des avoirs, le cas échéant ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation Confiscation sans condamnation (BCN) Actions civiles privées (y compris procédure d’insolvabilité) Exécution d’une ordonnance de confiscation pénale étrangère Exécution de la décision de confiscation d’une BCN étrangère Autre :	Confiscation administrative Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère Règlement N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)		
Quelle était la base juridique de la coopération internationale ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	CNUCC Réciprocité Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :	Traité bilatéral d’entraide judiciaire N / A		
Quels réseaux ou partenariats de récupération d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cet effort de récupération d’avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	ARIN-AP ARIN-CARIB ARIN-EA ARINSA ARIN-WA ARIN-WCA Autre :	CARIN Groupe Egmont RRAG IACCC	ARO de l’UE Réseau de points focaux mondiaux INTERPOL / StAR	Assistant technique StAR Assistant technique ICAR
Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Oui, dans le pays d’origine Non	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs Je ne sais pas	Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite?	
	Pays d’origine: Pays de localisation d’avoirs: Résultat:	En cours En cours	Conclu Conclu	Je ne sais pas Je ne sais pas

➔ Veuillez ajouter un autre cas sur la page suivante ou [passez à la section D](#)

Titre du cas¹**Juridiction étrangère impliquée²**

Rôle de votre juridiction dans cette affaire <i>(Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)</i>	Pays d'origine	Pays de localisation de l'avoir	Pays de transit
	Pays ayant engagé une action en justice pour recouvrer le produit de la corruption		
	Un rôle différent :		

Montant de l'avoir et devise (au moment du gel / de la saisie)	Montant de l'avoir	Monnaie
---	--------------------	---------

Type d'avoir au moment du gel / de la saisie <i>(Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)</i>	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier
	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau
	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux
	Autre :		

Date de l'ordre d'avoir gelé/saisi⁷ ?	Date (mois / année ou période) Juridiction
---	---

Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs, le cas échéant ?	Date (mois / année ou période) Juridiction
--	---

Statut actuel du gel / saisie ?	Les biens sont encore gelés / saisis	Le gel / saisie des avoirs est en appel
	Le gel / la saisie a été libéré	Inconnu

Si le gel / la saisie est sortie :

Date de sortie
Raison de la libération

Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine
	Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers
	Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère)
	Par une action de la CRF pour suspendre les transactions suspectes ⁸
	Par une action indépendante d'une institution financière ⁹
Différemment :	

Quelle était la base légale du gel / saisie des avoirs, le cas échéant ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation Confiscation sans condamnation (BCN) Actions civiles privées (y compris procédure d’insolvabilité) Exécution d’une ordonnance de confiscation pénale étrangère Exécution de la décision de confiscation d’une BCN étrangère Autre :	Confiscation administrative Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère Règlement N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)		
Quelle était la base juridique de la coopération internationale ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	CNUCC Réciprocité Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :	Traité bilatéral d’entraide judiciaire N / A		
Quels réseaux ou partenariats de récupération d’avoirs ont été utilisés pour faciliter cet effort de récupération d’avoirs ? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	ARIN-AP ARIN-CARIB ARIN-EA ARINSA ARIN-WA ARIN-WCA Autre :	CARIN Groupe Egmont RRAG IACCC	ARO de l’UE Réseau de points focaux mondiaux INTERPOL / StAR	Assistant technique StAR Assistant technique ICAR
Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d’origine, 2) dans le pays de localisation d’avoirs? <i>(Sélectionnez tout ce qui s’y rapporte)</i>	Oui, dans le pays d’origine Non	Oui, dans le pays de localisation d’avoirs Je ne sais pas		
Si OUI : Quel est le statut de l’enquête / de la poursuite?				
Pays d’origine:	En cours	Conclu	Je ne sais pas	
Pays de localisation d’avoirs:	En cours	Conclu	Je ne sais pas	
Résultat:				

➔ Veuillez ajouter un autre cas sur la page suivante ou [passez à la section D](#)

Titre du cas¹**Juridiction étrangère impliquée²**

Rôle de votre juridiction dans cette affaire <i>(Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)</i>	Pays d'origine	Pays de localisation de l'avoir	Pays de transit
	Pays ayant engagé une action en justice pour recouvrer le produit de la corruption		
	Un rôle différent :		

Montant de l'avoir et devise (au moment du gel / de la saisie)	Montant de l'avoir	Monnaie
---	--------------------	---------

Type d'avoir au moment du gel / de la saisie <i>(Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)</i>	Espèces / dépôt bancaire	Titres	Immobilier
	Personne morale ou construction juridique	Avion	Yacht / bateau
	Véhicule automobile	Oeuvre	Bijoux
	Autre :		

Date de l'ordre d'avoir gelé/saisi⁷ ?	Date (mois / année ou période) Juridiction
---	---

Exécution d'une ordonnance de gel / saisie d'avoirs, le cas échéant ?	Date (mois / année ou période) Juridiction
--	---

Statut actuel du gel / saisie ?	Les biens sont encore gelés / saisis	Le gel / saisie des avoirs est en appel
	Le gel / la saisie a été libéré	Inconnu

Si le gel / la saisie est sortie :

Date de sortie
Raison de la libération

Comment le gel / saisie des avoirs a-t-il été initié ?	Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire du pays d'origine Par une demande de gel / saisie par entraide judiciaire d'un pays tiers Par une enquête nationale menée par les autorités répressives (indépendamment de la demande étrangère) Par une action de la CRF pour suspendre les transactions suspectes ⁸ Par une action indépendante d'une institution financière ⁹ Différemment :
---	--

Quelle était la base légale du gel / saisie des avoirs, le cas échéant ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	Poursuites pénales et confiscation fondées sur une condamnation	Confiscation administrative		
	Confiscation sans condamnation (BCN)	Indemnisation, restitution ou indemnisation ordonnée par un tribunal à une juridiction étrangère		
	Actions civiles privées (y compris procédure d'insolvabilité)	Règlement		
	Exécution d'une ordonnance de confiscation pénale étrangère	N / A (pas de procédure légale dans ma juridiction)		
	Exécution de la décision de confiscation d'une BCN étrangère			
	Autre :			
Quelle était la base juridique de la coopération internationale ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	CNUCC	Traité bilatéral d'entraide judiciaire		
	Réciprocité	N / A		
	Autre base légale (y compris les autres traités multilatéraux) :			
Quels réseaux ou partenariats de récupération d'avoirs ont été utilisés pour faciliter cet effort de récupération d'avoirs ? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	ARIN-AP	CARIN	ARO de l'UE	Assistant technique
	ARIN-CARIB	Groupe	Réseau de points focaux	StAR
	ARIN-EA	Egmont	mondiaux	Assistant technique
	ARINSA	RRAG	INTERPOL /	ICAR
	ARIN-WA	IACCC	StAR	
	ARIN-WCA			
Autre :				
Existe-t-il / y a-t-il eu une enquête / poursuite nationale concernant cette affaire : 1) dans le pays d'origine, 2) dans le pays de localisation d'avoirs? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)	Oui, dans le pays d'origine	Oui, dans le pays de localisation d'avoirs		
	Non	Je ne sais pas		
	Si OUI : Quel est le statut de l'enquête / de la poursuite?			
	Pays d'origine:	En cours	Conclu	Je ne sais pas
	Pays de localisation d'avoirs:	En cours	Conclu	Je ne sais pas
Résultat:				

Pour inclure plus de 5 cas dans une sous-section, veuillez télécharger à nouveau ce questionnaire et ne remplir que la section A et tous les autres cas de la section C.

Notes pour la section C

1. Le titre du cas peut être le nom d'une entité ou d'une personne impliquée (ou prétendument impliquée) ou un identifiant différent peut être utilisé.
 2. Cela concerne les juridictions étrangères impliquées dans cette affaire, par exemple, le pays d'origine où les infractions de corruption sous-jacentes auraient été commises ; pays de localisation d'actifs ; ou un pays tiers qui a engagé une action en justice pour recouvrer des actifs.
 3. En cas de divergence significative entre le montant de l'avoir au moment de la confiscation et le montant de l'avoir au moment de la restitution (par exemple, en raison de coûts d'amortissement ou de liquidation), veuillez indiquer à la fois le montant de l'avoir au moment de la confiscation et le montant de l'avoir au moment de la restitution dans ce champ.
 4. Si la restitution a été effectuée en plusieurs tranches, donnez env. durée des tranches. Si les informations sur le mois / l'année ne sont pas disponibles, veuillez indiquer au moins l'année de la restitution. Si la restitution n'a pas encore eu lieu mais que son achèvement est prévu avant la fin de 2019, veuillez indiquer la date prévue de restitution de l'avoir.
 5. Une tierce partie est définie comme une partie autre que le pays d'origine, le pays de localisation de l'avoir et leurs représentants légaux / financiers.
 6. Voir article 2(g) UNCAC
 7. Voir article 2(f) UNCAC
 8. Voir "Pouvoir de la CRG de suspendre un transaction suspecte » dans le glossaire
 9. Cela concerne les situations dans lesquelles une institution financière décide de geler des avoirs et informe les autorités de leur action (en l'absence d'une ordonnance de gel/saisie d'un tribunal).
-

Section C: Notes supplémentaires (si nécessaire)

S'il vous plaît, notez à quel numéro de dossier vos notes (remarques) supplémentaires se rapportent.